

# Trouver 3 à 3,5 milliards de recettes ?

TAX SHIFT Les vice-Premiers Didier Reynders et Kris Peeters se dévoilent (un peu)

On le sait : le fameux tax shift sera « le » dossier majeur du gouvernement d'ici l'été. Et à ce propos, les derniers jours ont été propices aux déclarations pour deux ténors de la majorité, les vice-Premiers MR et CD&V, Didier Reynders et Kris Peeters.

A *L'Écho*, vendredi, le libéral francophone a fourni quelques détails sur l'ampleur du transfert de la fiscalité du travail vers d'autres types de recettes – et ce alors que le président du MR refuse pour l'instant de chiffrer le tax shift. Comme il l'avait déclaré fin 2014, et à l'instar de Kris Peeters d'ailleurs, Didier Reynders veut baisser les charges sur le travail de cinq milliards d'euros. Mais selon lui, ce montant ne devra pas être entièrement compensé par de nouvelles recettes, « sinon, ça ne sert à rien ». Pour lui, « il faut trouver à peu près les deux tiers » de ces 5 milliards d'euros, soit 3 à 3,5 milliards.

Comment ? Là, le vice-Premier MR reprend l'argumentaire de son parti – et du ministre N-VA des Finances Johan Van Overtveldt : toutes les pistes peuvent être étudiées, comme la TVA, les accises, les taxes environnementales. Le MR veut en fait cibler les fraudeurs, les pollueurs et les spéculateurs. « Je n'ai pas de tabou », affirme Didier Reynders. Pas même la taxation du capital ? Il ne l'exclut pas, pour ce qui est de la spéculation boursière par exemple, mais pas pour les investissements dans l'immobilier.

Et comment compenser le solde, soit les 1,5 à 2 milliards restants ? Didier Reynders compte

sur « l'effet retour » cher aux libéraux : « Si on baisse les charges, c'est pour créer de l'emploi, pour créer de l'activité », argumente-t-il. Ce qui apporterait selon lui une hausse de la consommation et des recettes sociales.

## Stratégie sournoise ou pas...

De son côté, c'est dans le *Standard* que Kris Peeters a évoqué samedi le tax shift. Pour lui, la baisse de la fiscalité sur le travail doit être compensée par l'impôt sur la consommation, la pollution et le patrimoine. Mais le vice-Premier CD&V profite de l'interview pour tacler celui qui l'a remplacé à la tête du gouvernement flamand, le N-VA Geert Bourgeois qui demande à être associé aux discussions fédérales sur le tax shift. Peeters explique que la négociation doit d'abord avoir lieu au fédéral, avant que l'impact pour les Régions ne soit évalué. C'est à ce stade seulement, juge-t-il, qu'il faudra associer les ministres-présidents. Car : « Si l'on veut vraiment aboutir à des résultats, il ne me semble pas opportun que les entités fédérées se glissent à la table. »

Mais, lui fait-on remarquer, en cas d'échec, on pourrait faire reporter la faute sur les socialistes francophones (les ministres-présidents wallon et bruxellois sont PS). Kris Peeters sourit : « Mon bon collègue Bourgeois n'oserait jamais imaginer une telle stratégie sournoise. Je pars du principe qu'il n'a pas formulé sa demande en partant de ce raisonnement. » ■

Ma.D.